



Recueil de la jurisprudence

Affaires jointes C-186/11 et C-209/11

Stanleybet International Ltd (C-186/11), William Hill Organization Ltd (C-186/11), William Hill plc (C-186/11), Sportingbet plc (C-209/11)
contre
Ypourgos Oikonomias kai Oikonomikon, Ypourgos Politismou

(demandes de décision préjudicielle, introduites par le Symvoulío tis Epikrateias)

«Articles 43 et 49 CE — Réglementation nationale octroyant un droit exclusif pour l'administration, la gestion, l'organisation et l'exploitation de jeux de hasard à une seule entreprise ayant la forme juridique d'une société anonyme, cotée en Bourse — Publicité pour les jeux de hasard et expansion dans d'autres États membres de l'Union européenne — Contrôle exercé par l'État»

Sommaire – Arrêt de la Cour (quatrième chambre) du 24 janvier 2013

1. *Liberté d'établissement — Libre prestation des services — Restrictions — Jeux de hasard — Réglementation nationale octroyant un régime d'exclusivité pour l'organisation de ces jeux à un opérateur unique soumis à un contrôle étatique — Inadmissibilité — Justification — Raisons impérieuses d'intérêt général — Objectif de limitation de l'offre de jeux de hasard et de lutte contre la criminalité — Obligation de satisfaire aux conditions de proportionnalité et de non-discrimination — Appréciation par la juridiction nationale*

(Art. 43 CE et 49 CE)

2. *Liberté d'établissement — Libre prestation des services — Restrictions — Jeux de hasard — Réglementation nationale octroyant un régime d'exclusivité pour l'organisation de ces jeux à un opérateur unique soumis à un contrôle étatique — Inadmissibilité — Possibilité, pour l'administration nationale, de s'abstenir, à titre transitoire, d'examiner des demandes d'autorisation dans le secteur des jeux de hasard — Absence*

(Art. 43 CE et 49 CE)

3. *Liberté d'établissement — Libre prestation des services — Restrictions — Jeux de hasard — Réglementation nationale octroyant un régime d'exclusivité pour l'organisation de ces jeux à un opérateur unique soumis à un contrôle étatique — Inadmissibilité — Refus d'octroi à l'administration nationale concernée d'une période transitoire afin de ne pas examiner, à titre transitoire, des demandes d'autorisation dans ce secteur — Conditions d'octroi des autorisations d'organisation de jeux de hasard en présence de telles demandes — Respect des règles fondamentales des traités et des principes d'égalité de traitement et de transparence*

(Art. 43 CE et 49 CE)

1. Les articles 43 CE et 49 CE doivent être interprétés en ce sens qu'ils s'opposent à une réglementation nationale qui octroie le droit exclusif d'administrer, de gérer, d'organiser et d'exploiter des jeux de hasard à un organisme unique, lorsque, d'une part, cette réglementation ne répond pas véritablement au souci de réduire les occasions de jeu et de limiter les activités dans ce domaine d'une manière cohérente et systématique et, d'autre part, lorsqu'un contrôle strict par les autorités publiques de l'expansion du secteur de jeux de hasard, dans la seule mesure nécessaire à la lutte contre la criminalité liée à ces jeux, n'est pas assuré, ce qu'il appartient à la juridiction nationale de vérifier.

(cf. point 36, disp. 1)

2. En cas d'incompatibilité d'une réglementation nationale en matière d'organisation de jeux de hasard avec les dispositions du traité relatives à la libre prestation des services et à la liberté d'établissement, les autorités nationales ne peuvent pas s'abstenir, durant une période transitoire, d'examiner des demandes concernant l'octroi d'autorisations dans le secteur des jeux de hasard.

(cf. points 38, 39, disp. 2)

3. En cas d'incompatibilité d'une réglementation nationale avec les articles 43 CE et 49 CE, le refus d'octroi à l'administration nationale concernée d'une période transitoire afin de ne pas examiner, à titre transitoire, des demandes concernant l'octroi d'autorisations dans le secteur des jeux de hasard n'entraîne pas nécessairement l'obligation de l'État membre concerné de libéraliser le marché des jeux de hasard s'il devait estimer qu'une telle libéralisation n'est pas compatible avec le niveau de protection des consommateurs et de l'ordre social que cet État membre entend assurer. En effet, en l'état actuel du droit de l'Union, une réforme du monopole existant afin de le rendre compatible avec les dispositions du traité, en le soumettant notamment à un contrôle effectif et strict de la part des autorités publiques, reste ouverte aux États membres.

En tout état de cause, si l'État membre concerné devait estimer qu'une réforme du monopole existant, afin de le rendre compatible avec les dispositions du traité, n'est pas envisageable et que la libéralisation du marché des jeux de hasard répond mieux au niveau de protection des consommateurs et de l'ordre social qu'il entend assurer, il sera tenu de respecter les règles fondamentales des traités, notamment les articles 43 CE et 49 CE, les principes d'égalité de traitement et de non-discrimination en raison de la nationalité ainsi que l'obligation de transparence qui en découle. Dans un tel cas, l'introduction dans cet État membre d'un régime d'autorisation administrative préalable en ce qui concerne l'offre de certains types de jeux de hasard doit être fondée sur des critères objectifs et non discriminatoires, de manière à encadrer l'exercice du pouvoir d'appréciation des autorités nationales afin que celui-ci ne puisse être utilisé de manière arbitraire.

(cf. points 46-48, disp. 3)